



Apartheid : du soutien occidental à l'indignation (hypocrite) internationale

Justin M. Ndandu¹

Quand, en 1948, la minorité blanche de l'Afrique du Sud instaure la politique d'Apartheid (séparation, mise à part), la quasi-totalité des pays africains étaient encore des colonies sous la domination des pays européens (France, Grande-Bretagne, Portugal, Espagne, etc.). Les peuples africains n'avaient donc pas la possibilité d'aider leurs congénères de l'Afrique du Sud à se libérer de la politique de l'Apartheid qui faisait d'eux et d'elles des esclaves sur leur propre terre. A l'accession des pays africains à l'indépendance en 1960, la donne va changer, tandis que les démocraties occidentales seront progressivement confrontées aux contradictions de leur 'indéfectible' soutien au régime de l'Apartheid.

En 1948, la minorité blanche d'Afrique du Sud instaure officiellement la politique de l'Apartheid, alors que la quasi-totalité des pays africains sont encore des colonies sous la domination des pays européens. Les colonies africaines n'auront donc pas la possibilité d'aider leurs congénères de l'Afrique du Sud à se libérer. En 1960, la donne va changer avec l'accession à l'indépendance de la plupart des pays africains. Les pays nouvellement indépendants, particulièrement ceux dits progressistes ou socialistes, vont s'organiser pour apporter leur soutien à la lutte de libération menée par les populations noires sud-africaines. Quelques pays de la région et proches de l'Afrique du Sud (Tanzanie, Zambie et Mozambique, etc.) vont créer ce que l'on a appelé « *les pays de la ligne de front* ». Adossés à l'Afrique du Sud, ils vont apporter une aide directe aux mouvements sud-africains de libération dont l'ANC (African National Congress ou Congrès national africain) et leur serviront de bases arrières.

Qu'en était-il des puissances occidentales donneuses de leçons de droits humains et de démocratie? Il est de notoriété publique que tous les pays occidentaux (États-Unis, Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Allemagne, France, Israël, Pays-Bas, Portugal, Espagne, etc.) ont soutenu leurs congénères

¹ Membre de Bamko.

racistes et séparatistes blancs. Ce soutien s'est matérialisé par une coopération bilatérale multisectorielle tous azimuts et par un soutien matériel assumé. D'une part, sur le plan diplomatique : les puissances occidentales se sont longtemps opposées à toutes les condamnations contre le pouvoir raciste blanc. D'autre part, sur le plan technologique et militaire : avec par exemple la vente d'armes et d'avions militaires ou un apport scientifique à l'enrichissement de l'uranium, par la France et Israël.

La peur de la communauté blanche d'être submergée par la majorité noire?

La population blanche installée en Afrique du Sud depuis le XVIII^e siècle (1652) est habitée par la phobie de la rencontre et du mélange. Sa quête de « pureté » identitaire, affirme Antoine Bullier, a toujours été un appel explicite à l'exclusion des altérités et des différences. Le racisme et le séparatisme sont les moteurs mobilisateurs de cette politique séparatiste dont l'obsession est de préserver la « pureté » de la « race ». La politique de l'apartheid fut donc le « résultat de l'anxiété historique des Afrikaners (Blancs majoritairement d'origine hollandaise et anglaise) obsédés par leur peur d'être engloutis par la masse des peuples noirs environnants »².

Les lois racistes qui en résultèrent, seront « dictées par une minorité blanche obsédée par sa survie » en tant que nation distincte. Ces lois ont donc été le résultat d'une confrontation, sur un même territoire, d'une société blanche développée, intégrée au monde occidental (*l'ensemble des pays démocratiques et développés*) avec une société du Tiers monde (*pays dits en voie de développement*). Résultat : le refus catégorique de la société blanche de s'intégrer ou d'intégrer la société noire.³

Les massacres de Sharpeville et de Soweto : catalyseurs de la conscience endormie de la Communauté internationale

Pendant longtemps, la politique de l'apartheid avait laissé pratiquement indifférents les grands décideurs du monde occidental, défenseurs autoproclamés des droits humains et de démocratie. Pire, cette odieuse politique a trouvé un soutien implicite et explicite auprès de des puissances occidentales, à l'instar du transfert des technologies militaires par la France et Israël qui ont permis au régime de l'apartheid de s'armer et d'enrichir

² Antoine Bullier, Université Paris 1, *Apartheid: l'écriture d'une histoire 1940-1990*, Palabres Vol. V, n° 1, 2003, pp. 57-58.

³ Op.cit. p.62

Alfred Sauvy, « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août 1954.

l'uranium. Les puissances occidentales ont fermé leurs yeux et bouché leurs oreilles face aux cris de détresse de la population noire sud-africaine.

Mais un grave incident viendra rappeler aux nations « civilisées » du monde, l'immonde politique imposée aux populations noires sud-africaines : la sanglante répression policière d'une manifestation pacifique de la population noire à Sharpeville. Elle retentira comme une onde de choc. Cette répression a eu lieu le 21 mars 1960 à Sharpeville, un township (*banlieue noire*) dans la province de Transvaal, et s'était soldée par la mort de 69 manifestant.es et plus de 150 blessé.es. Ce massacre provoque non seulement des émeutes dans tout le pays, mais également pour la première fois, une indignation de l'opinion publique internationale. Une manifestation non violente de protestation contre la loi sur les laissez-passer (*Pass : permis de circuler imposé aux populations noires*), avait abouti au massacre des dizaines de manifestants. Comme ce fut souvent le cas dans ce genre de situation, les policiers ont tiré à balles réelles sur les manifestant.es noir.es.

Cette sanglante répression intervient en pleine période de décolonisation, en 1960, l'année où de nombreux pays africains accèdent à l'indépendance. Le contexte aidant, les critiques internationales contre l'apartheid commencent à prendre de l'ampleur. Grâce à une forte pression internationale, l'Afrique du Sud est exclue de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Bureau international du travail (BIT), puis du Comité international olympique (CIO). Enfin, les Nations unies retirent à l'Afrique du Sud le mandat (l'administration) sur le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie).

La mobilisation contre la politique de l'apartheid va culminer après les émeutes de Soweto en 1976. Les émeutes de Soweto sont une série de manifestations qui ont commencé le 16 juin 1976. Ces manifestations ont été menées par des élèves noirs de l'enseignement public secondaire soutenus par le Mouvement de la Conscience noire (*Black Consciousness Movement*) fondé par le jeune leader noir Steve Biko. Quelques temps après ces manifestations, le jeune leader noir, Steve Biko, sera arrêté, torturé et assassiné par le pouvoir blanc.

Le but de ces manifestations était de protester, dans les rues de Soweto, (*immense township ou banlieue noire de Johannesburg*) contre l'introduction-imposition de l'afrikaans (*une langue dérivée du néerlandais*) comme langue officielle d'enseignement à égalité avec l'anglais dans les écoles locales. Pour la population noire, il n'était pas question de se laisser imposer la langue « *afrikaans* » des racistes et oppresseurs Afrikaners.

Pour disperser la foule de jeunes manifestants, la police tire, comme à son habitude, à balles réelles, causant au moins 23 morts. On estime que 20.000 élèves ont participé à cette série de manifestations. Selon les statistiques, in fine, il y eut au total entre 176 et 700 personnes tuées lors de la répression menée par les forces de police.

En 1994, après l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la république sud-africaine le 10 mai 1994, la date du 16 juin fut décrétée jour férié et fête de la jeunesse en Afrique du Sud, en mémoire de ces massacres.⁴

La tardive et hypocrite indignation de la « Communauté internationale »

L'indignation sera (*enfin !*) à son comble. Le Conseil de sécurité des Nations unies imposera des sanctions internationales contraignantes (*embargo sur les ventes d'armes*) contre l'Afrique du Sud. Acculé par la forte pression internationale, le gouvernement de Pieter Botha, le président blanc de l'époque et l'un des farouches adeptes de l'apartheid, sera contraint d'entamer des réformes avec les forces politiques noires, indiennes et métisses : autorisation de syndicats non blancs puis mixtes; abolition des emplois réservés; nouvelle Constitution réinstaurant des droits politiques aux Indiens et aux métis; abolition de la loi sur les laissez-passer (*Pass*) et celle interdisant les mariages mixtes; ouverture des lieux publics à toutes les communautés, etc. Mais cette timide ouverture du pouvoir blanc ne mettra pas fin à la multiplication des sanctions internationales bilatérales (entre Etats) : restrictions diplomatiques ou commerciales, embargo sur les importations de charbon, refus d'exportation de technologies, etc. Au même moment les townships (banlieues noires) sous tension deviennent ingouvernables.

En août 1989, le président Pieter Botha, un fervent partisan de l'apartheid, est remplacé par Frederik de Klerk. Ce dernier, un esprit plus ouvert, entame des négociations secrètes avec les leaders noirs emprisonnés dont Nelson Mandela. Le leader et chef de file de la lutte contre l'apartheid sera finalement libéré le 11 février 1990 après 27 ans de prison sur l'île de Robben Island où lui et ses compagnons d'infortune avaient pour unique travail de casser les pierres. Avec cette libération, les derniers piliers de l'apartheid seront abolis au mois de juin 1991, notamment le '*Group Areas Act*' ou « *Loi sur les zones*

⁴ Davenport, Christian (2007). *State Repression and the Democratic Peace*/New York: Cambridge University Press ; George Mukuka, *The impact of Black consciousness on Black catholic and semiray training*, École de théologie, université du Kwazulu-Natal ; *Companion to African Philosophy*, publié par Kwasi Wiredu, William E. Abraham, Abiola Irele, Ifeanyi A. Menketi. Blackwell Publishing (2003), p. 213.

réservées » instaurée le 27 avril 1950 et le 'Population Registration Act', loi obligeant certaines populations à résider dans des zones urbaines d'habitation prédéfinies.

Acculé dans ses derniers retranchements, le pouvoir ségrégationniste blanc n'aura d'autre choix que de lâcher du lest et d'ouvrir les institutions à toutes les forces politiques du pays. Les négociations constitutionnelles menées entre le gouvernement blanc, le Congrès national africain (ANC), le Parti National (parti blanc, tenant de l'apartheid) et les principaux partis politiques sud-africains aboutiront à l'élaboration d'une Constitution intérimaire d'abord, puis, le 27 avril 1994, aux premières élections parlementaires non raciales au suffrage universel, et enfin, à l'élection présidentielle multiraciale. Le 10 mai 1994, Nelson Mandela sera élu premier président noir de l'Afrique du Sud. Entre-temps, en 1993, le leader noir et Frederik de Klerk, le dernier président blanc qui avait mené les négociations de paix avec les leaders noirs, avaient reçu conjointement le Prix Nobel de la paix pour avoir mis fin de façon pacifique à la politique d'apartheid. ⁵

Conclusion

L'apartheid, c'est la politique raciste de « *développement séparé* » instaurée par la minorité blanche en Afrique du Sud. Cette odieuse politique n'était apparemment pas une première ou une invention des Afrikaners, les Blancs sud-africains. Grâce aux études des historiens, on sait que dès leur arrivée en Afrique en 1652, ces Européens majoritairement venus des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ont eu comme obsession de préserver la « *pureté* » de leur « *race* » afin de lui épargner une « *dilution* » dans la population noire majoritaire.

Un peu plus au Nord du pays de Nelson Mandela, au Congo belge, cette politique était d'application depuis l'arrivée des Belges dans cet immense et riche pays de l'Afrique centrale : Pass ou permis de circuler pour les « *indigènes congolais* », cités « *indigènes* » réservées aux Noirs, interdiction aux « *indigènes* » de séjourner dans les quartiers blancs après 18h00, etc. Les quartiers cossus, écoles, commerces, restaurants, bars modernes étaient

⁵ François-Xavier Fauvelle-Aymar, *Histoire de l'Afrique du Sud*, [Seuil](#), coll. « Univers historique », 2006, p. 359. Charles Zorgbibe, Le Docteur Malan et l'avènement de l'apartheid, *Géopolitique africaine*, décembre 2003, p. 265-277

Raphael Porteilla, *L'Afrique du Sud, le long chemin vers la démocratie*, Infolio, 2010, p 34.

Paul Coquerel, *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, Ed. Complexe, 1992, p. 188-189

réservés exclusivement aux Blanc.hes. Les colons blancs et les populations dites indigènes vivaient radicalement séparés. Deux mondes parallèles dont les seuls contacts tolérés et contraints étaient ceux de travail.

Car il fallait bien exploiter les immenses ressources naturelles de la colonie afin de renflouer l'économie de la métropole. En 1948, quand les Blancs sud-africains mettent en pratique cette odieuse politique conceptualisée depuis trois siècles et demi, l'apartheid est au Congo belge, un management du quotidien depuis quelques décennies. La seule différence réside dans le fait qu'en Afrique du Sud, la politique de ségrégation raciale a été codifiée, légiférée, légalisée, « officialisée » tandis qu'au Congo belge régnait un apartheid sournois, insidieux, mesquin, non déclaré, « soft » à la différence de celui, violent, imposé aux Noirs sud-africains. Peu de livres en parlent, mais dans la mémoire collective des Congolais.es, il n'y a aucune ambiguïté : le management du Congo belge était ségrégationniste.

Pour citer cet article : Justin M. Ndandu (Juillet 2021)
«Apartheid : du soutien occidental à l'indignation (hypocrite) internationale »,
Analyse n°11, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.